

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Des Balkans occidentaux

Une publication du SER de Belgrade
Edition du 19 juin 2026

Le chiffre

LE CHIFFRE A RETENIR

233 M EUR

Pour la phase 2 des lignes de crédits BERD
prévues pour les MPME des BO

Région

Ouverture des négociations pour la réduction des frais d'itinérance entre l'UE et les BO

Le [Conseil européen](#) a approuvé l'ouverture des négociations pour étendre aux Balkans occidentaux l'espace d'itinérance aux frais nationaux (IATN). En plus de l'UE, l'IATN couvre les pays de l'Espace économique européen (l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège), ainsi que la Moldavie et l'Ukraine, permettant aux consommateurs d'y utiliser leur forfait téléphonique national sans frais supplémentaires. L'initiative *Roam like at home* a été déployée en UE à partir de 2017.

La Commission entame donc des négociations bilatérales avec chacun des pays de la région pour la définition d'accords sectoriels. Ils seront

intégrés aux accords de stabilisation et d'association (ASA), qui régissent le cadre des relations économiques entre l'UE et ses partenaires.

A un moment où le processus d'Elargissement se fait à plusieurs vitesses, l'UE cherche à ouvrir aux pays candidats des mécanismes aux effets bénéfiques concrets et immédiats pour leurs citoyens, en privilégiant des approches régionales. Deux grands chantiers sont en cours : l'intégration des BO au SEPA, qui permet de réduire drastiquement les frais de transfert en EUR, que les banques d'Albanie, du Monténégro, de Macédoine du Nord et de Serbie mettent progressivement en œuvre depuis un an, et désormais l'extension de l'espace d'itinérance aux frais nationaux. A noter qu'à l'échelle des BO, un accord sur la suppression des frais d'itinérance existe depuis 2019, négocié dans le cadre du Conseil de coopération régional.

BERD et l'UE étendent leur programme régional pour les PME

La BERD et l'UE ont renouvelé leur programme régional de financement de MPME pour leurs investissements dans la transition écologique, intitulé SME Go Green. La phase 1 du programme prévoyait l'octroi de 120 M EUR de lignes de crédit à des banques commerciales partenaires, dont 110 M EUR ont été engagés entre 2023 et la mi-2025. La phase 2 qui s'ouvre désormais inscrit une cible de 233 M EUR (BERD), auxquels s'ajoutent des enveloppes de 23,3 M EUR de subventions UE à l'investissement et de 5,6 M EUR d'assistance technique (UE également). La contribution de l'UE via le CIBO est comprise entre 10 et 15 % des prêts.

Albanie

Appel à manifestation d'intérêt pour exploiter la ligne ferroviaire commerciale entre Durres, Tirana et l'Aéroport de Tirana

Le ministère des Infrastructures et de l'Energie a ouvert un [appel à manifestations d'intérêt](#) pour l'exploitation de la ligne ferroviaire commerciale entre Durres, Tirana et l'Aéroport de Tirana. Le contrat de services comprend la fourniture des rames, l'exploitation et la maintenance, pour un volume de transport estimé à 1 million de km par an, pouvant potentiellement être étendu jusqu'à 4 millions de km annuels selon la complétion des travaux d'électrification sur d'autres segments. La date-cible pour l'exploitation des lignes Tirana-Durres / Aéroport est fixée au 1^{er} trimestre 2027, pour un contrat d'une valeur estimée à 12 M EUR/an hors TVA.

Inflation à 3 % en mai, dans la cible de la BoA

L'inflation s'élève à 3 % en mai, d'après les données d'[INSTAT](#). C'est son plus haut niveau depuis janvier 2024. Elle atteint ainsi la cible fixée par la Banque d'Albanie, dans un calendrier conforme aux anticipations du FMI (Article IV de décembre 2025). Elle a certes été poussée depuis mars par l'envolée des prix énergétiques, mais la remontée progressive de l'inflation vers sa cible reflète surtout l'évolution des fondamentaux (augmentation du prix des services et des salaires) et la croissance de l'économie.

Bosnie-Herzégovine

Rectificatif budgétaire et réformes sociales en Republika Srpska

L'Assemblée nationale de la Republika Srpska a adopté le 16 juin un [budget révisé](#) pour 2026 de 8,53 Mds BAM (4,3 Mds EUR), en hausse de 1,12 Md BAM par rapport au budget initial. Les députés ont également approuvé, selon une procédure accélérée, des modifications de la loi d'exécution budgétaire ainsi que des décisions relatives aux garanties publiques et à l'endettement à long terme. Le rééquilibrage vise à financer des dépenses accrues tout en soutenant les programmes sociaux et les réformes du marché du travail. Les amendements à la législation du travail réduisent de moitié la durée obligatoire des stages pour les diplômés du secondaire et de l'enseignement supérieur. Des ajustements ont été adoptés dans neuf lois sectorielles. Par ailleurs, deux nouvelles prestations sociales ont été instaurées au profit des personnes lourdement handicapées et des parents d'adultes souffrant de handicaps du développement.

Echec de l'adoption du Budget 2026 de l'Etat de BIH

La Présidence tripartite de Bosnie-Herzégovine a échoué à approuver le Budget 2026 de l'Etat central, pourtant adopté à l'unanimité en [Conseil des ministres](#) le 21 mai. En complément des budgets des entités de la Fédération de BIH et de la Republika Srpska, ce budget sert principalement à financer le fonctionnement des institutions de BIH et à honorer ses obligations internationales. Les désaccords auraient porté sur le financement des institutions culturelles, et notamment des chaînes télévisées. Le Budget soumis au vote de la Présidence proposait des recettes de 1,58 Md KM (env. 808 M EUR), quasi-identiques à 2025 (+ 1%),

et des dépenses de 2,56 Md KM (1,3 Md EUR), en hausse (+9 %). Le service de la dette (978 M KM, soit 500 M EUR) représente 38 % des dépenses. Le projet de Budget a donc été renvoyé en Conseil des ministres pour être révisé.

Une loi pour la restructuration de l'aciérie de Zenica votée au Parlement de FBiH

Les deux chambres du [Parlement](#) de FBiH ont adopté le projet de loi relatif à la procédure de restructuration d'urgence de la sidérurgie Nova Željezara Zenica. L'unique producteur d'acier en Bosnie-Herzégovine avait annoncé la fermeture de ses principaux sites de production en mai, alors qu'un plan de sauvegarde tardait à se dessiner. Le rôle d'Energoinvest, annoncé comme repreneur des activités de Nova Željezara, n'a pas encore été tranché.

Kosovo

Croissance de 5,4 % au T1 2026 soutenue par la dépense publique

La première estimation de la [croissance au T1 2026](#) chiffre l'augmentation du PIB réel à 5,4 %. C'est la plus forte croissance trimestrielle enregistrée depuis le T1 2024 (6,8 %). L'activité a été tirée par la dépense publique (+16,5 %) et dans une moindre mesure l'investissement (+3%), tandis que la consommation des ménages a stagné. Même tableau côté production, c'est l'administration publique qui enregistre la plus forte croissance de son activité (+22,1 %), suivie du secteur du divertissement (+13,1 %). L'industrie manufacturière demeure peu dynamique (+2,3 %). Par un effet mécanique, la réduction du déficit de biens et services (de 908 M EUR à 850 M EUR), via une augmentation de 11 % des exportations de biens et de 19 % pour les services, a induit une contribution positive du commerce extérieur à la croissance, mais cela ne doit pas masquer la faiblesse structurelle du secteur exportateur kosovar.

Macédoine du Nord

Subvention de 2,4 M USD de la Banque mondiale pour préparer la transformation de la centrale de Bitola-REK

La Banque Mondiale a accordé une subvention de 2,4 M USD à [ESM](#), la compagnie nationale de production d'électricité, afin de lancer les travaux préparatoires du projet de transformation de la centrale thermique de Bitola REK en centrale cogénérative (chauffage et électricité) à gaz naturel et hydrogène. Cette subvention GFPP financera notamment l'étude de pré faisabilité de ce chantier estimé à 200 M EUR (sans financeur annoncé). Le projet inclut l'extension et la modernisation du réseau de chauffage de Bitola.

La Banque centrale relève son taux directeur à 4,25 % (+25 pdb)

Le 16 juin, la [Banque de Macédoine du Nord](#) a décidé d'augmenter son taux directeur à de 25 points de base (de 4 % à 4,25 %). Ce resserrement intervient dans un contexte où l'inflation, malgré un ralentissement en mai (4,8 % contre 5,7 % en avril), reste élevée, où les demandes du secteur privé pour des opérations de change se sont accentuées, et où la croissance des crédits excède les prévisions.

Appel d'offres relatif à la conception préliminaire et à l'étude de faisabilité de la section autoroutière A3

Le Gestionnaire du réseau routier national de Macédoine du Nord (PESR) a lancé [un appel d'offres](#) pour la réalisation de la conception préliminaire et de l'étude de faisabilité de la future section de voie rapide A3 reliant Kocani, Vinica et Delchevo. Cette section s'inscrit dans l'axe global de 310 km de la voie rapide A3. Le projet s'intègre dans la Stratégie nationale des transports à l'horizon 2030 et vise à renforcer la connectivité du pays en reliant les régions du sud-ouest aux zones frontalières de l'est. La date limite de soumission des offres est fixée au 13 juillet 2026 à 11h00.

Monténégro

Appel d'offres pour le projet du boulevard Velje Brdo à Podgorica

Le gouvernement monténégrin a lancé le 10 juin un [appel d'offres](#) pour la construction du boulevard Velje Brdo, projet d'infrastructure destiné à relier le futur quartier de Velje Brdo au réseau routier de Podgorica. Le coût des travaux est estimé à 33 M EUR hors TVA. Les autorités considèrent cette étape comme déterminante pour le développement urbain de la capitale, en améliorant la connectivité et l'intégration du nouveau quartier. Le projet résidentiel de Velje Brdo, soutenu par la Société financière internationale (SFI), prévoit la construction de 20 000 logements proposés à des prix inférieurs au marché et devrait accueillir à terme environ 40 000 habitants.

Le Parlement européen constate les progrès du Monténégro en matière de réformes liées à l'UE

Le Parlement européen a adopté [le 17 juin](#) un rapport saluant les progrès continus du Monténégro dans les réformes liées à l'adhésion à l'UE (486 voix pour, 101 contre, 75 abstentions). Le texte soutient l'objectif d'une conclusion des négociations d'ici fin 2026 et d'une adhésion à l'UE en 2028. Il souligne que la poursuite des réformes, la stabilité politique, un engagement européen clair et la préservation de l'indépendance du pays demeurent essentiels. Le Monténégro reste considéré comme l'un des candidats les plus avancés des Balkans occidentaux dans la reprise de l'acquis communautaire.

Serbie

Interdiction des importations de cuivre serbe aux Etats-Unis en raison du recours au travail forcé

Les [autorités douanières américaines](#) (CBP) ont émis une ordonnance de retenue (*Withhold Release Order*, WRO) visant les importations de cuivre et de produits dérivés fabriqués par Serbia Zijin Copper, avec effet immédiat. Cette mesure repose sur des éléments jugés suffisants pour établir un recours potentiel au travail forcé dans la production de ces biens, en violation de l'article 1307 du Code des États-Unis, qui interdit l'importation de marchandises issues du travail forcé. En conséquence, toutes les cargaisons concernées seront retenues aux points d'entrée

américains. La décision fait suite à une enquête fondée sur un large éventail de sources, incluant des témoignages de travailleurs, des documents et communications internes, des rapports d'ONG, des articles de presse ainsi que des travaux académiques. Le CBP souligne que cette mesure vise à faire respecter les normes relatives aux droits humains et à préserver des conditions de concurrence équitables.

Cette décision a une portée symbolique pour la Serbie, mais ses effets économiques seront limités. Les produits dérivés de cuivre serbes exportés aux Etats-Unis pesaient 14,5 M USD en 2025, soit 2 % des exportations serbes vers les Etats-Unis d'Amérique, et seulement 0,7 % des exportations serbes de cuivre (minerais compris).

Signature d'un accord entre le groupe MOL et le gouvernement serbe

Le gouvernement serbe et le groupe hongrois MOL ont signé [le 16 juin](#) un accord d'actionnaires définissant les modalités de la future gouvernance de NIS, dans le contexte des sanctions américaines visant la société depuis octobre 2025. L'accord n'entrera en vigueur que si MOL acquiert la participation de 56,15 % détenue par Gazprom Neft et obtient l'approbation de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC). Avec cet accord, la Serbie prévoit d'accroître sa participation de 5 % dans l'actionnariat et a obtenu des garanties de maintien des activités de la raffinerie de Pančevo pendant au moins dix ans à sa capacité d'avant-sanctions. Le 16 juin, une nouvelle prolongation temporaire de quinze jours de la licence américaine autorisant les opérations courantes de NIS et la poursuite des négociations a été attribuée. Celles-ci demeurent toutefois incertaines, les discussions engagées depuis plusieurs mois butant notamment sur les conditions financières et le caractère stratégique de l'actif pour la Russie.

Troisième examen de l'Instrument de coordination des politiques (FMI)

Dans un rapport paru le 15 juin, [le Fonds monétaire international](#) estime que l'économie serbe a fait preuve de résilience malgré un environnement extérieur et intérieur plus difficile. Après une croissance de 2,0 % en 2025, le PIB devrait progresser de 2,8 % en 2026 puis de 4,0 % en 2027. L'inflation s'est établie à 3,3 % en glissement annuel en avril, restant dans la cible de la Banque nationale de Serbie (3 % ± 1,5 point). La politique monétaire demeure restrictive, tandis que le secteur bancaire reste solide grâce à des niveaux élevés de capitalisation, de liquidité et de rentabilité. Le budget 2026 maintient un déficit plafonné à 3 % du PIB. Malgré des risques extérieurs accrus, les réserves internationales demeurent adéquates. La mise en œuvre du programme reste

satisfaisante : tous les objectifs quantitatifs de fin 2025 et les jalons de réformes structurelles ont été atteints dans les délais prévus.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional des Balkans occidentaux

Rédaction : Pierre GRANDJOUAN, Davina EL-BAZE, Jean-Hippolyte FEILDEL, Branka MARKOVIC, Alexandre MARTINEZ, Fabrice PAYA, Leopold LUCQUET, Aleksandra VASILJEVIC

[Abonnez-vous](#)